

Imposition individuelle des couples mariés : une réforme longtemps attendue

par Joëlle Lyaudet ¹

INTRODUCTION

« Durabilité, équité, sélectivité et compétitivité » sont les maîtres mots de la réforme fiscale de 2017.

Dans l'esprit de cette réforme qui prône l'équité entre les contribuables a été introduite la possibilité, pour les conjoints mariés résidents au Luxembourg ainsi que, sous certaines conditions, pour les conjoints mariés non-résidents, de l'imposition individuelle. Cette mesure entrera en vigueur au 1er janvier 2018. Désormais, il sera ainsi possible pour les contribuables mariés de déposer des déclarations individuelles pour l'impôt sur le revenu.

L'introduction de ce mécanisme de l'imposition individuelle a été à maintes reprises réclamée par diverses associations prônant l'égalité hommes - femmes², et conseillée par des institutions du Grand-Duché³.

Cette introduction de l'imposition individuelle est de plus la bienvenue sur le plan international puisque le Luxembourg était jusqu'ici un des seuls pays de l'Union européenne à ne pas permettre ce choix. Le 29 octobre 2015, lors de la conférence intitulée « Imposition individuelle et emploi » organisée à Luxembourg par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, plusieurs experts européens en matière de fiscalité et de politique sociale ont présenté des données comparatives sur le système fiscal des Etats membres de l'Union européenne. Il est ressorti de ces comparaisons que dix-neuf Etats ont l'individu comme unité de taxation, cinq Etats se basent sur le ménage (l'Allemagne, l'Irlande, la France, le Portugal ainsi que le Luxembourg avant la réforme fiscale) et quatre Etats laissent le choix aux contribuables (Estonie, Pologne, Espagne, Malte).⁴

Dans la suite de cet article, nous examinerons les raisons de l'introduction de cette mesure, son fonctionnement ainsi que son intérêt.

I – LE SYSTÈME ACTUEL DE L'IMPOSITION COLLECTIVE ET SES LIMITES

1. Avantages de l'imposition collective

La Loi de l'Impôt sur le Revenu (LIR) prévoit que les contribuables sont répartis en trois classes⁵ :

- « 1. La classe 1 comprend les personnes qui n'appartiennent ni à la classe 1a ni à la classe 2 ;
2. La classe 1a comprend les contribuables suivants pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2 ;
 - a. Les personnes veuves ;
 - b. Les personnes qui bénéficient (...) d'une modération d'impôt pour enfants dans les conditions de l'article 123 ;
 - c. Les personnes ayant terminé leur 64^{ème} année au début de l'année d'imposition ;
3. La classe 2 comprend :
 - a. Les époux et les partenaires imposés collectivement en vertu des articles 3 ou 3bis ;
 - b. Les personnes veuves dont le mariage a été dissout par décès au cours des trois années précédant l'année d'imposition ;
 - c. Les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des trois années précédant l'année d'imposition (...). »

Ainsi, les classes d'impôt 1 et 1a concernent des contribuables isolés, alors que la classe d'impôt 2 s'applique à un groupe de deux contribuables imposés collectivement (à l'exception des mesures transitoires concernant les veufs et divorcés).

L'imposition collective auquel fait référence le législateur est un principe fiscal qui induit la

mise en commun de tous les revenus des époux (article 3 LIR) ou des partenaires (article 3bis LIR), quelle qu'en soit la nature, pour aboutir à une imposition unique.

L'effet négatif de cette imposition collective est qu'elle entraîne a priori une aggravation de l'impôt du fait de la progressivité du barème⁶. Afin d'atténuer ce phénomène, le législateur a donc introduit le mécanisme dit du *splitting*⁷. Le principe de ce mécanisme est simple : il consiste à diviser le revenu imposable du ménage par deux, à soumettre le montant obtenu aux différentes tranches du barème d'imposition, puis à multiplier l'impôt obtenu par deux. De cette manière, la progressivité du barème de l'impôt est divisée par deux et les contribuables imposés collectivement ne sont pas pénalisés par rapport à ceux qui sont imposés isolément.


Les documents parlementaires de la loi du 4 décembre 1967⁸ précisent que « l'introduction du *splitting* » a pour but non de favoriser une catégorie quelconque de contribuables, ce qui serait d'ailleurs irréalisable par une mesure tarifaire générale mais bien de mettre mariés et non mariés sur un pied d'égalité. Compte tenu du fait que l'impôt sur le revenu est basé sur l'imposition collective et en admettant comme acquis que le revenu d'un ménage se répartit par parts égales entre les deux époux, quel que soit le conjoint attributaire originaire des différentes portions du revenu commun, on est obligé d'admettre que si le ménage paie la même somme d'impôt que celle qui serait due par les deux conjoints s'ils étaient imposés chacun comme célibataire, pour une moitié du revenu commun, il y a bien égalité des charges fiscales. Or, tel est précisément l'effet du *splitting*. »

Ainsi il faut comprendre que l'imposition collective couplée au *splitting* repose sur le concept que les époux vivant ensemble forment une communauté d'acquéts et de consumma-

tion, dans laquelle chaque époux est censé participer par parts égales aux revenus et aux dépenses⁹.

En réalité, le splitting s'avère souvent plus avantageux que l'imposition isolée, comme le montre l'exemple ci-après mettant en scène deux contribuables dont les salaires sont respectivement de 50.000 et 20.000 euros (il est fait abstraction des cotisations sociales ; les déductions affichées ont été choisies de manière aléatoire).


Illustration 1 - Couple non marié



50.000		20.000
- 200		- 300
49.800		19.700
9.659		882
	10.541	

Dans cette première illustration où le couple n'est pas marié, l'impôt dû est déterminé par application du tarif de l'impôt au revenu imposable de chaque contribuable. Il en résulte un total d'impôt de 10.541 euros pour les deux contribuables.

Illustration 2 - Couple marié / Imposition collective



50.000		20.000
70.000		
- 500		
- 4.500		
65.000		
6.862		

Dans cette seconde illustration où le couple est marié, les deux revenus sont additionnés et diminués de l'abattement extraprofessionnel pour aboutir à un revenu imposable ajusté de 65.000 euros. Cette somme est divisée par deux et l'on soumet cette moitié au tarif de l'impôt. L'impôt obtenu est ensuite multiplié par deux pour pouvoir obtenir l'impôt dû par le couple (ici 6.862 euros).

Cet exemple montre bien que les impositions séparées pratiquées pour le couple non marié aboutissent à une somme due par les deux contribuables qui est supérieure à l'impôt dû par le couple marié qui bénéficie du mécanisme du splitting. Deux facteurs entrent en réalité en jeu dans cet exemple : le splitting, mais aussi l'abattement extraprofessionnel qui est accordé aux conjoints imposables collectivement et qui perçoivent chacun des revenus professionnels¹⁰.

2. Critique du système actuel

En vue de la préparation de la réforme fiscale de 2017, le Premier ministre luxembourgeois a saisi le Conseil économique et social (CES) pour un avis sur les données existantes en

matière de fiscalité directe et indirecte, aussi bien pour les personnes physiques que pour les entreprises¹¹. Cet avis rendu le 27 novembre 2015 a servi de base à l'élaboration du projet de loi portant réforme de certaines dispositions en matière d'impôts directs et indirects. Il a notamment émis certaines critiques au sujet de la répartition des contribuables dans les différentes classes d'impôts.

Parmi ses différentes critiques, le Conseil économique et social a estimé qu'une inégalité de traitement existait dans le système fiscal luxembourgeois entre les partenaires et les conjoints mariés. En effet, avant la réforme fiscale, les partenaires pouvaient déjà opter entre l'imposition individuelle (applicable par défaut) et l'imposition collective, alors que les conjoints n'avaient pas le choix et étaient obligatoirement imposés collectivement.

Or, le CES a estimé que « la situation matérielle quotidienne de ces deux types de ménages n'est guère différente » et qu'aucune raison ne vient justifier que les couples mariés n'aient pas le choix d'opter pour une imposition individuelle, à l'instar de leurs homologues ayant conclu un contrat de partenariat. Même s'il reconnaît que l'imposition collective est bénéfique pour la très grande majorité des ménages, le CES estime néanmoins « qu'il arrive que, dans certains cas plutôt rares, les partenaires aient un avantage sur les couples mariés à être imposé séparément ».

Le débat sur l'introduction d'une imposition séparée des couples mariés n'a en réalité rien d'une nouveauté. Déjà dans les années quatre-vingt, un débat sur le régime fiscal avait eu lieu et des revendications sur une imposition séparée avaient émergé. Cette question méritait à plus forte raison d'être débattue à l'époque en ce sens où, avant la réforme de 1990, la classe d'impôt II et le mécanisme du splitting étaient également accordés à des contribuables non imposables collectivement.

Comme l'explique Sylvie Trausch-Schoder¹², « il faut se reporter à l'époque de la rédaction du projet de loi concernant l'impôt sur le revenu (loi du 4/12/1967), époque où la gestion du revenu du ménage était réservée au mari. Dans le début des années soixante, les épouses tirant un revenu d'une activité professionnelle étaient rares. Il s'ensuivait que le cumul des revenus, tel qu'il est prévu par l'imposition collective, ne s'appliquait qu'à l'endroit d'un nombre très restreint de couples. Quant à l'octroi du splitting à certaines catégories de personnes non imposables collectivement avec un conjoint, cet avantage n'était pas critiqué parce qu'il visait des personnes à faible revenu : dans les années soixante, les personnes retraitées avaient presque toujours des revenus faibles, les femmes divorcées et les mères célibataires avaient souvent un revenu en dessous du seuil imposable. L'imposition collective correspondait presque toujours à une imposition individuelle du mari au revenu duquel étaient ajoutés, le cas échéant, les quelques revenus des capitaux ou de location de l'épouse. A partir

du moment où les femmes mariées accédaient au travail rémunéré les avantages fiscaux dus à l'éparpillement du splitting incitaient les couples où les deux partenaires avaient des revenus propres à vivre en union libre, voire à divorcer. »

Dans son avis du 18 juillet 1989 relatif à la réforme de la fiscalité de 1990, le CES avait lui-même déjà préconisé le système de l'imposition collective des couples mariés et des couples vivant en union libre avec une option pour l'imposition séparée. A l'époque, le Conseil économique et social proposait déjà cette réforme en sachant pertinemment que pour la majorité des ménages, le choix de l'imposition collective serait plus intéressant. Cette proposition n'avait pas été suivie par le législateur dans sa réforme fiscale du 6 décembre 1990, et il a fallu attendre vingt-sept ans pour qu'il prenne enfin en compte l'avis du Conseil économique et social.

Si ce choix a conforté de nombreuses associations qui prônaient depuis de longues années l'option pour une imposition individuelle des couples mariés¹³, de nombreuses questions restaient ouvertes sur la manière de mettre en oeuvre cette imposition séparée.

II – FONCTIONNEMENT DE L'IMPOSITION SÉPARÉE

A partir de l'année d'imposition 2018, les couples mariés pourront opter pour une imposition individuelle. Cette imposition individuelle comporte en outre deux régimes différents, à savoir l'imposition individuelle simple et l'imposition individuelle avec réallocation des revenus. Nous décrivons en détail ces deux régimes ci-après. Il convient de noter que l'imposition collective reste la réglée générale, de sorte qu'en l'absence d'option les couples mariés restent imposés collectivement.

Quant aux partenaires, nous avons vu qu'ils peuvent déjà opter entre l'imposition individuelle (applicable par défaut) et l'imposition collective. Désormais, ils pourront également opter, comme les contribuables mariés, pour une imposition individuelle avec réallocation des revenus.


1. Imposition individuelle simple

Dans le système de l'imposition individuelle simple, chaque conjoint est imposé en classe I sur ses propres revenus. La retenue à la source sur les salaires et les pensions est également calculée en classe I. Les modérations d'impôts ainsi que les plafonds de déduction sont splités par parts égales entre les deux époux. L'abattement extraprofessionnel est également réparti pour moitié sur chaque tête.

Ce système est ainsi très proche de l'imposition individuelle tel qu'on la connaît en l'absence de mariage ; il s'en distingue principalement par la prise en compte de l'abattement extraprofessionnel.

En reprenant les données de l'exemple ci-dessus, l'option pour une imposition individuelle simple conduit au résultat illustré ci-après.

Illustration 3 - Couple marié / Imposition individuelle simple



50.000		20.000
- 200		- 300
- 2.250		- 2.250
47.550	65.000	17.450
8.721	9.328	607

On peut noter que cette imposition individuelle simple aboutit à un impôt à payer plus élevé que celui résultant de l'imposition collective. En effet, pour les mêmes revenus et déductions, ce couple de contribuables supporte un impôt de 6.862 euros en cas d'imposition collective (voir plus haut), alors que l'imposition individuelle simple aboutit à un impôt à payer de 9.328 euros. La différence s'explique par le mécanisme du splitting, qui soumet le revenu global à une progressivité deux fois moins forte que celle appliquée directement au revenu imposé isolément dans le chef de chaque contribuable.

2. Imposition individuelle avec réallocation divergente

Dans le système de l'imposition individuelle avec réallocation des revenus, le revenu imposable ajusté est calculé au niveau du ménage en prenant en compte l'ensemble des revenus et déductions fiscales du couple. Le couple choisit ensuite la portion de revenus à allouer à chaque conjoint, puis chaque conjoint est imposé individuellement en classe 1 sur sa portion de revenus.


Dans le cas où les conjoints ne s'expriment pas sur la portion de revenus à allouer à chacun d'eux, le législateur a prévu que la réallocation soit faite à parts égales, autrement dit 50% du revenu imposable ajusté est dans ce cas affecté à chacun des deux contribuables. Il s'agit de la réallocation convergente dont il est question plus loin.

Dans le mécanisme de l'imposition individuelle avec réallocation, il convient de noter qu'il n'y a aucune répartition des plafonds de déduction ni de l'abattement extraprofessionnel car la réallocation se fait au niveau du revenu imposable ajusté, c'est-à-dire après imputation de l'ensemble des déductions et abattements auxquels le ménage a droit.

Enfin, il est intéressant de noter que sous ce régime la retenue à la source sur salaires et pensions est déterminée par application d'un taux de retenue unique inscrit sur les fiches de retenue d'impôt du couple et calculé à titre provisoire par l'Administration des contributions sur base des données qui lui sont fournies.

L'exemple ci-après montre le résultat d'une réallocation du revenu imposable ajusté à hauteur d'environ 60% dans le chef d'un des conjoints et 40% dans le chef de l'autre conjoint.

Illustration 4 - Couple marié / Imposition individuelle avec réallocation divergente




50.000		20.000
70.000		
- 4.500		
- 500		
65.000		
40.000		25.000
5.763	7.481	1.718

On peut noter encore une fois que l'imposition individuelle aboutit à un impôt à payer plus élevé que celui résultant du splitting, autrement dit si les contribuables étaient imposés collectivement. En effet, pour rappel ce couple de contribuables pris en exemple supporte 6.862 euros d'impôts en cas d'imposition collective (cf. plus haut), alors que l'imposition individuelle avec réallocation divergente 60% / 40% aboutit à un impôt total de 7.481 euros.

En fait, plus la réallocation est inégalitaire, plus l'impôt à payer est élevé. L'exemple qui suit, basé sur une réallocation de l'ordre de 85% / 15%, illustre ce constat. Dans cet exemple l'impôt est même plus élevé que si le couple n'est pas marié (10.541 euros, voir plus haut). Ceci est dû au fait que le conjoint avec le revenu le plus élevé se voit attribuer un revenu supérieur à son revenu propre, le supplément étant imposé au taux marginal atteint par le revenu (ici 39% hors Fonds pour l'emploi) ; en parallèle le conjoint avec le revenu le plus faible se voit attribuer un revenu inférieur à son revenu propre, or l'impôt économisé de ce fait correspond aux tranches les plus basses du barème (ici les tranches imposées aux taux de 0% à 12% hors Fonds pour l'emploi).

Illustration 5 - Couple marié / Imposition individuelle avec réallocation divergente



50.000		20.000
70.000		
- 4.500		
- 500		
65.000		
55.000		10.000
11.829	11.829	0

3. Imposition individuelle avec réallocation convergente

Dans le système de l'imposition individuelle avec réallocation convergente, le revenu imposable ajusté est calculé en prenant en compte l'ensemble des revenus du couple, puis la réallocation des revenus se fait pour moitié entre chacun des deux contribuables.

Pour le reste, cette méthode ne présente pas de différence comparée à la réallocation divergente : la réallocation se faisant au niveau du revenu imposable ajusté, les déductions et abattements sont de facto répartis par parts égales entre les conjoints ; la retenue à la source sur salaires et pensions est déterminée par application d'un taux de retenue unique inscrit sur les fiches de retenue d'impôt du couple et calculé à titre provisoire par l'Administration des contributions sur base des données qui lui sont fournies.

Éditions Promoculture-Larcier

Département de DBIT s.a.
Membre du Groupe Larcier

7, rue des 3 Cantons
L-8399 Windhof

Directrice éditoriale : Anne Jacobs

Tél. (+352) 49 24 20 44

Fax (+352) 49 24 20 50

www.promoculture-larcier.com

info@promoculture-larcier.com

Rédacteur en chef :

Annie Elfassi

Annie.Elfassi@loyensloeff.com

Kheira Mebrek

kheira.mebrek@loyensloeff.com

4 numéros par an

Prix de l'abonnement annuel : 150 €

Souscription à l'abonnement possible à tout moment. Le prix indiqué comprend les frais de transport pour les pays de la zone EURO. Tout nouvel abonnement donne droit à un classeur relié gratuit. Un classeur supplémentaire peut être acheté séparément. L'abonnement couvre l'année civile. Il sera renouvelé automatiquement sauf résiliation un mois avant l'échéance. Les abonnements annulés en cours d'année ne sont pas remboursés.

@Jurisnews

Droit de la sécurité sociale
et fiscalité personnelle

©Éditions Promoculture-Larcier, 2017

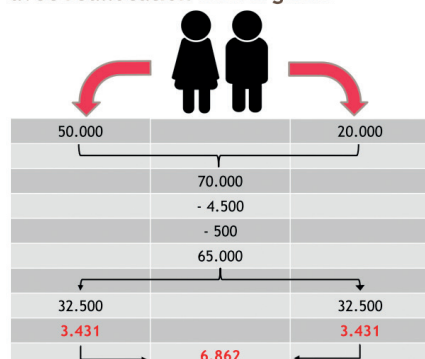
Imprimé par : Weprint, Luxembourg

Made
in EU

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation par tous procédés, réservés pour tous pays. Il est strictement défendu de reproduire, partiellement ou totalement, la présente publication sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sauf autorisation écrite de l'auteur.

En reprenant les données de notre exemple, la réallocation convergente conduit au résultat illustré ci-après.

Illustration 6 - Couple marié / Imposition individuelle avec réallocation convergente



Comme on le voit, l'impôt calculé est identique à celui résultant de l'imposition collective (voir plus haut). Ceci est naturel puisqu'il est calculé de la même manière dans les deux configurations : en cas d'imposition collective le revenu global est divisé par deux, l'impôt est calculé en classe 1 sur cette moitié, puis multiplié par deux. En cas d'imposition individuelle avec réallocation convergente le revenu global est divisé par deux et chaque moitié est soumise à l'impôt en classe 1.

Cependant, une différence importante distingue les deux régimes au niveau de la dette d'impôt : alors qu'en cas d'imposition collective les deux époux sont débiteurs solidaires de l'impôt total de 6.862 euros, en cas d'imposition individuelle la dette de chaque époux se limite à l'impôt correspondant à son propre revenu, soit 3.431 euros dans l'exemple ci-dessus. Nous revenons sur cet aspect plus loin.

III – CONDITIONS DE LA DEMANDE

Pour pouvoir bénéficier de l'imposition individuelle, les contribuables mariés devront en faire la demande expresse et conjointe. Ainsi, le régime d'imposition par défaut restera l'imposition collective et les conjoints pourront, par dérogation, opter pour une imposition individuelle. La loi précise que cette demande est non révocable pour l'année d'imposition concernée et doit être soumise au plus tard le 31 décembre de l'année d'imposition précédant l'année d'imposition concernée. Pour les contribuables qui se marient au cours de l'année d'imposition ou qui prennent résidence au Luxembourg au cours de l'année d'imposition, la demande doit être soumise au plus tard le 31 décembre de l'année d'imposition concernée.¹⁴

Par contre, les partenaires qui, eux, sont imposés individuellement par défaut et qui peuvent opter pour une imposition individuelle avec réallocation des revenus, doivent soumettre cette demande au plus tard le 31 mars de l'année d'imposition qui suit l'année d'imposition concernée. La loi précise que cette demande conjointe est non révocable.¹⁵

Si l'obligation pour les conjoints de faire la demande avant le début de l'année s'explique sans doute par les impacts en matière de retenue sur salaires, elle reste néanmoins contraignante et quelque peu discriminante par rapport au délai plus large octroyé aux partenaires.

IV – CONSÉQUENCE : LES ÉPOUX NE SONT PLUS DÉBITEURS SOLIDAIRES

Un des effets majeurs de l'imposition collective est que les deux conjoints sont solidairement débiteurs du montant total de la dette d'impôt.¹⁶

Ainsi l'administration peut-elle se tourner valablement contre l'un ou l'autre des conjoints pour réclamer le paiement total de l'impôt, le Trésor pouvant exercer ses droits de poursuite pour la cote intégrale indistinctement sur les biens de l'un ou l'autre des époux, même en cas de séparation de biens.¹⁷

L'avantage de l'imposition individuelle (qu'elle soit simple ou avec réallocation) est que chaque conjoint est redevable de l'impôt relatif au revenu imposé dans son chef, et uniquement de cet impôt.

C'est indéniablement sur ce point que l'option pour l'imposition individuelle trouve son utilité. Le Conseil économique et social avait déjà mis en exergue cet avantage lorsqu'il avait été saisi pour un avis sur la réforme fiscale de 1990¹⁸. En effet il avait estimé que « l'introduction du droit d'option à l'imposition séparée présente l'avantage (...) de la suppression de l'obligation solidaire des époux en matière fiscale, elle évitera également à l'avenir des difficultés potentielles auxquels se trouvent actuellement encore exposés les ménages en crise ».

CONCLUSION

Si cette réforme répond à son objectif d'équité fiscale en constituant une avancée indéniable vers l'égalité fiscale entre hommes et femmes et en mettant fin à l'inégalité de traitement entre couples mariés et couples en partenariat, force est de constater qu'elle ne comporte pas d'avantage pécuniaire comme on a pu le voir dans les différents exemples ci-dessus.

Ceci est d'ailleurs admis par le Conseil économique et social à travers ses différents avis : l'imposition séparée aboutit, au contraire, au fait que les contribuables paient en règle générale plus d'impôts que s'ils étaient soumis à une imposition collective.

L'imposition collective reste donc, via le mécanisme du splitting, la solution la plus avantageuse sur le plan pécuniaire pour les couples mariés tout comme pour les couples en partenariat, en tout cas lorsqu'ils sont résidents au Luxembourg. Pour les cas où les revenus des conjoints ou partenaires sont très inégaux, l'imposition collective peut aboutir à une réduction significative de l'impôt.

L'avantage de cette réforme réside donc quasi exclusivement dans la possibilité pour les époux qui le souhaitent de mettre fin à la solidarité en ce qui concerne la dette d'impôt. Pour les couples en difficultés ou en instance de divorce tout comme pour d'autres cas dans lesquels les époux peuvent souhaiter une séparation stricte de leur dette d'impôt respective, tels qu'un régime matrimonial de séparation de biens, elle constitue un grand pas en avant.

Joëlle Lyaudet
Partner
BDO

NOTES

- 1 L'auteur tient à remercier Meryem Ozdemir pour ses précieux travaux de recherche
- 2 Etude descriptive et comparative de la situation des femmes et des hommes dans le système de la sécurité sociale et de la fiscalité – Projection vers un système d'individualisation des droits sociaux et fiscaux, octobre 2000, Ministère de la promotion féminine et Conseil national des femmes luxembourgeoise asbl
- 3 Avis du Conseil économique et social rendu le 18 juillet 1989, Réforme globale de la fiscalité, p. 30, et avis du Conseil économique et social rendu le 27 novembre 2015, Analyse des données fiscales au Luxembourg, p.102
- 4 <http://www.eu2015lu.eu/fr/actualites/articles-actualite/2015/10/29-conf-imposition-indiv-experts/>
- 5 Article 119 LIR
- 6 Dans la législation luxembourgeoise, le barème ou tarif de l'impôt sur le revenu correspond à un impôt progressif par tranches. Le taux d'entrée est de 0% et le taux maximum est de 42% (article 118 LIR).
- 7 Le splitting est prévu à l'article 121 LIR : « L'impôt à charge des contribuables de la classe 2 correspond au double de la cote qui, par application du tarif prévu à l'article 118, correspond à la moitié du revenu imposable ajusté. »
- 8 Documents parlementaires n°571/14, p. 6
- 9 Contribution de Sylvie Trausch-Schoder dans l'Etude descriptive et comparative de la situation des femmes et des hommes dans le système de la sécurité sociale et de la fiscalité – Projection vers un système d'individualisation des droits sociaux et fiscaux, octobre 2000, Ministère de la promotion féminine et Conseil national des femmes luxembourgeoise asbl
- 10 Article 129b LIR
- 11 Avis du Conseil économique et social rendu le 27 novembre 2015, cf. note 2
- 12 Cf. note 8
- 13 Tel que le Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL), voir son communiqué de presse du 23 mars 2016, Réforme de la fiscalité. Oui mais...
- 14 Article 3ter LIR
- 15 Article 3bis LIR
- 16 §7 al. 2 LAF
- 17 Réponse à la question parlementaire n°140 du 3 janvier 1997 concernant la protection des dettes fiscales du conjoint en cas de séparation de biens : « Or, depuis la loi du 19 décembre 1986, l'imposition collective est indépendante de la vie commune. Ainsi, la femme mariée est un contribuable à l'égard du mari et devient redevable par l'effet du bulletin qui lui a été notifié, indépendamment du régime matrimonial contracté par les époux. En cas d'imposition collective, chaque époux est donc imposé tant en raison de ses propres facultés que de celles du conjoint et est tenu conformément au bulletin d'impôt qui liquide l'impôt à sa charge. Mais comme l'impôt grevant les facultés de l'un et de l'autre n'est perçu qu'une fois, les deux époux sont solidaires en ce sens que chacun profite des paiements que l'autre a effectués (§ 7 Steueranpassungsgesetz) ».
- 18 Avis du Conseil économique et social rendu le 18 juillet 1989, cf. note 2